



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 25/01/2024

Reçu en préfecture le 25/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_0170-AR

S'LO**ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0170**du **25 JAN. 2024**

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

portant fixation pour l'année 2024
de la Dotation relative aux revalorisations
salariales des professionnels exerçant des
fonctions de soignants et paramédicales au profit
de l'ABSA pour ses établissements et services
pour adultes handicapés sous contrôle du
Département de la Vienne

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 relative au financement de la
Sécurité Sociale pour 2017, prise en son article 89 modifiant notamment l'article L 313-12-2
du CASF relatif au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

VU le décret n° 2022-739 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements
versée par le Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie au titre de l'article 43 de la loi
n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;

VU la circulaire N° DGCS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise en
œuvre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11 du code de
l'action sociale et des familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent
le Ségur de la santé 1, conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité
sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les
Départements ;

VU le règlement départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du
21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1^{er} janvier 2024 avant le vote du
Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du
21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-
sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

Envoyé en préfecture le 25/01/2024
Reçu en préfecture le 25/01/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_0170-AR

S'LO

VU les arrêtés du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0093 et n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-0098 du 2 mars 2017 portant renouvellement des autorisations délivrées à l'ABSA pour le fonctionnement du Foyer d'Hébergement et du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de l'ESAT « Jean Debelut » à St-Julien-L'Ars ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0166 du 22 mars 2019 portant la capacité de 10 à 15 places du Service d'Accompagnement de l'ESAT de St-Julien-L'Ars ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé conclu le 6 mars 2019 entre l'ARS Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Vienne et l'ABSA pour la période 2019-2023, son avenant n° 1 en date du 29 avril 2022 et son avenant n° 2 en cours de signature ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au versement des revalorisations salariales des personnels exerçant des fonctions de soignants et paramédicales (personnels soignants, aides médico-psychologiques (AMP), auxiliaires de vie sociale (AVS) et accompagnants éducatifs et sociaux), des sommes prévisionnelles pour l'année 2024 sous la forme de dotations mensuelles compte tenu de compensations financières par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), versées par montant prévisionnel et par un montant supplémentaire (le cas échéant) au Département ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Dotation 2024 pour les revalorisations salariales des professionnels assurant des fonctions de soignants et des fonctions paramédicales

Au titre des mesures salariales pour les professionnels assurant des fonctions de soignants et des fonctions paramédicales, une dotation pour l'année 2024 est allouée à l'Association ABSA pour un montant de 34 812 € correspondant à 6,49 équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels. Elle s'établit de la façon suivante :

Finess	Nom ESSMS (inclus dans le périmètre du CPDM)	ETP retenus	Dotation complémentaire 2024 pour revalorisations salariales des professionnels soignants et paramédicaux	Mensualité correspondante
860792894	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé "Foyer d'hébergement - ESAT Jean Debelut"	4,88	26 176,00 €	2 181,33 €
860005842	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (incluant le Suivi Accueil Familial)	1,61	8 636,00 €	719,67 €
		6,49	34 812,00 €	2 901,00 €

Envoyé en préfecture le 25/01/2024
Reçu en préfecture le 25/01/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_0170-AR

Elle sera versée mensuellement sous forme de dotation.

Le montant définitif de la compensation par la CNSA de ces mesures de revalorisations salariales sera déterminé sur la base de la moyenne annuelle du nombre d'équivalents temps-plein transmis courant 2025 par chaque établissement ou service concernés via les systèmes d'information de la CNSA. Il pourra ainsi donner lieu à un complément versé sous forme de compensation de la CNSA en faveur du Département de la Vienne. A l'issue, le Département procédera le cas échéant au reversement correspondant aux établissements et services concernés.

Dans le cas où le montant définitif s'avèrerait inférieur au montant prévisionnel sus-mentionné, le Département de la Vienne se réserve le droit de procéder à une réfaction sur le montant versé qui sera alloué pour l'année 2024.

ARTICLE 2 : Voies de recours

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site Internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Exécution de l'arrêté

Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **25 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 25/01/2024
Reçu en préfecture le 25/01/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_0170-AR

